



## *Rencontre insolite en Guyane*

*Du bagne de la Relégation jusqu'au  
Régiment de Service Militaire Adapté  
(RSMA) de Saint-Jean-du-Maroni*

**Par une coïncidence extraordinaire, deux camarades de section se rencontrent en Guyane, dans les années 90, sur le territoire où mon grand-père paternel finit ses jours, en tant que relégué, un demi-siècle plus tôt.**

## **1/Contexte.**

Après lecture de mes écrits (1), notre ami Caius\* m'a transmis un message que je résume : « Une page de ton histoire m'a interpellé concernant ton ancêtre bagnard (relégué). Lors d'un séjour en Guyane, j'ai séjourné à St-Laurent-du-Maroni. J'étais accueilli par le père d'un ami (guyanais) qui avait bien connu les années de fin du bagne puisqu'il était employé à la sous-préfecture. J'ai pu rencontrer quelques relégués survivants [...].Par ailleurs, j'ai retrouvé lors d'un autre séjour, trois ans plus tard, Mam's\* qui commandait alors St-jean-du-Maroni [...] »

Ceux qui me connaissent bien savent que je m'investis avec passion sur les retombées inopinées de mes écrits et que je ne pouvais donc rester indifférent à une telle information. J'ai donc décidé de construire et de vous offrir un « reportage » autour de cet épisode comme je l'ai fait pour la « petite histoire autour de Gilbert Annette et des deux frères Cartier ». Tout en étant dans la continuité de mon labeur de détective, ce travail m'a été extrêmement profitable car j'ai été amené à aborder – enquêtes à l'appui– des sujets complètement étrangers à ma biographie familiale et à nouer des contacts très enrichissants avec des milieux ou Instances qui jusqu'ici m'étaient totalement inconnus, et dont j'ai pu apprécier par ailleurs les qualités d'accueil.

\* Surnoms attribués respectivement à Claude Fournier et Jean-Claude Diaz à l'EMPT (École Militaire Préparatoire Technique) de Tulle (années 60).

## **2/ En bref, un peu d'histoire autour du Bagne de la Guyane française (accompagné de quelques éléments sur la reconstruction du parcours de mon grand-père paternel Gaston, né en 1900).**

Ce résumé n'a pas la prétention d'être exhaustif ; beaucoup d'écrits, de témoignages... ont été publiés sur ce sujet ; nombre d'informations sont aussi disponibles via internet.

## La Relégation

Schématiquement, existaient trois catégories pénales au bagne en Guyane:

- Les « transportés » (décret du 27 Mars 1852), condamnés de droit commun aux travaux forcés suite à un acte grave (vol à main armée, meurtre, vol qualifié, etc.). Ces forçats pouvaient être détenus pour un temps déterminé ou à perpétuité. Il y a eu plus de 50 000 transportés, représentant la catégorie de bagnards la plus importante. Henri Charrière alias « Papillon », Guillaume Seznec en firent partie.

- Les « déportés », auteurs de délits d'ordre politique. La loi sur la déportation remontant à 1850, celle du 9 février 1895 désigne la Guyane pour remplacer la Nouvelle Calédonie. Les « déportés simples » furent alors envoyés purger leur peine sur l'île Royale et les « déportés en enceinte fortifiée » sur l'Île du Diable, comme le fut le Capitaine Dreyfus. À la différence des premiers, ceux-ci étaient libres de leurs mouvements dans le périmètre d'incarcération. Au total, quelques centaines d'hommes furent concernés.

- Les relégués (loi du 27 Mai 1885 dite loi sur la relégation des récidivistes, proposée par Waldeck Rousseau, ministre de l'intérieur sous les gouvernements de Gambetta puis de Jules Ferry). Derrière cette loi (2), est sous-jacente la volonté de « déblayer » le sol de la France métropolitaine des petits délinquants récidivistes que l'on qualifiera d'« incorrigibles » et dont le nombre, en augmentation tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle ne cessait d'inquiéter les gouvernants et juristes. Cette « étiquette » leur collera à la peau même après avoir quitté la Métropole.

L'envoi de femmes en Guyane fut programmé dès la loi de 1854, organisant la transportation, un des buts de cette dernière étant le repeuplement de la colonie avec des bagnards mais pour de multiples raisons, ce projet ne fut pas suivi d'effets. Aussi, cette décision prit-elle fin en 1907.

La relégation est un chapitre de notre histoire judiciaire méconnu d'un large public – ce qui justifie les recherches et écrits de l'historien Jean-Lucien Sanchez cité en référence – et dont notre pays ne peut se glorifier. Un site web géré par les ANOM (Archives Nationales d'Outre-mer) rapporte, dans un bref historique des bagnes, que la loi sur la relégation « fut une des lois les plus scélérates de la Troisième République [...] C'était pour la Métropole se débarrasser des gens sans aveux, sans logis, des petits voleurs, des “paumés” sans domicile fixe, des vagabonds, des malfaiteurs qui avaient, injustice supplémentaire, déjà purgé leur peine dans les prisons de France ». Dans un témoignage récent (3), Robert Badinter confirme en ces termes : « C'est un scandale de la République »

Les transportés étaient assignés à résidence dans la colonie pour une période équivalente à celle de leur peine (principe du « doublage ») ou à perpétuité, si leur condamnation était d'au moins huit ans. Dans les faits, le régime de la relégation s'avéra donc plus sévère que celui de la transportation puisque la première était une exclusion perpétuelle, alors que la seconde pouvait être « à temps ».

Les relégués appartenaient donc à une catégorie d'individus n'ayant pas commis de faute grave mais ayant tout simplement récidivé. D'ailleurs, parce qu'ils étaient de piètres délinquants, sans envergure, ils étaient méprisés par les vrais truands qui avaient été transportés après jugement en cours d'assises et même par le personnel de l'Administration Pénitentiaire.

Plus de 17 000 condamnés (incluant des femmes), furent envoyés en Guyane de 1887 à 1938. Gaston appartenait à cette catégorie pour avoir fait l'objet d'au moins quatre peines d'emprisonnement de plus de trois mois pour vols, escroqueries (paragraphe 2 - alinéa 3 du texte cité précédemment en référence).

Ayant réussi à reconstituer tout le parcours de mon grand-père, depuis sa première condamnation jusqu'à son séjour au bagne (merci aux archivistes !), j'évoquerai plus particulièrement le contexte de la sentence qui frappa Gaston pour illustrer à quel point le processus de cette forme d'exclusion pure et simple de la Société fut lamentable. Je pense que de tels éléments, qui s'appuient sur des preuves irréfutables, complètent utilement les informations générales extraites de la littérature car des témoignages personnels aussi précis sont à ma connaissance assez rares.

La sanction à l'égard de Gaston fut finalisée 12 novembre 1935. Pour donner concrètement un aperçu de la nature des délits qui l'ont conduit à être catalogué de « dangereux malfaiteur » par l'Administration Pénitentiaire (voir plus loin l'ensemble des « appréciations »), je citerai pour l'exemple des extraits du premier et du dernier jugement (1928 et 1934):

– « Attendu que [...] Cartier et X, ensemble et de concert, se sont fait remettre et délivrer une somme de 50 francs par chacun des sieurs [...] en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pouvoir et d'un crédit imaginaire [...] Attendu néanmoins qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes [...] »

– « Le 7 mars 1934, à 7 h du matin, les nommés X, Y et Cartier consommaient au comptoir d'un débit du Bd Magenta. Un 4<sup>e</sup> individu, qui n'a pu être identifié, entre dans le café quelques instants plus tard. Profitant de l'absence momentanée du débitant, il s'emparait d'une somme de x (illisible) frs qui se trouvait derrière le comptoir et disparut. X, Y et Cartier le suivirent aussitôt, sans attendre de recevoir la monnaie sur un billet de 100 frs qu'ils avaient remis pour payer leurs consommations ». N'ayant pu obtenir jusqu'ici copie du jugement

dans son intégralité, je serais tenté, sans être avocat, de déduire que Gaston prit la fuite tout simplement de crainte d'être immédiatement soupçonné compte tenu de ses antécédents judiciaires ( ?).

Ces faits lui vaudront d'être condamné respectivement à dix mois de prison pour « escroquerie » et à deux ans de prison accompagnés du blâme fatal, pour « complicité de vol ». De toute évidence, Gaston était peut-être un filou, mais pas un bandit...Ayant fait le choix de se consacrer au « métier » d'artiste lyrique, après que cette activité ne fut que secondaire\*, et ne bénéficiant pas des allocations chômage qui sont accordées aujourd'hui aux « intermittents du spectacle », il est probable qu'il ne mangea pas à sa faim tous les jours...Je me pose la question de savoir les « circonstances atténuantes » auxquelles il est fait état dans la majorité des jugements ne sont pas en rapport avec cette situation. \*D'après la chronologie des événements, il semble qu'il se soit engagé dans cette voie après sa séparation conjugale qui l'a sans aucun doute déstabilisé.

Je dois préciser que mon grand-père fit aussi l'objet de peines d'emprisonnement prononcées par le Tribunal Militaire pour des fautes beaucoup plus lourdes, en l'occurrence « l'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de paix » (pendant sa période de réserve), ce qui ne fit qu'aggraver son cas. D'abord offusqué, mais naturellement tenté de ménager mon ancêtre, j'ai fait la supposition, dans mes écrits, qu'il n'a jamais réceptionné certaines convocations aux périodes d'exercices car il se déplaçait dans toute la France pour donner des concerts ; d'ailleurs, sur certains actes de jugement, il est bien déclaré « artiste lyrique – sans domicile fixe ». Les compléments d'enquêtes que j'ai initiés pour combler des zones d'ombre, valider certaines hypothèses de mon récit ne sont pas inutiles, les premiers éléments recueillis étant de nature à réhabiliter mon grand-père pour ce qui concerne ses démêlés avec la Justice Militaire. Ainsi, par acquit de conscience, j'ai demandé copie des actes officiels auprès du Dépôt Central d'Archives de la Justice Militaire et les faits me donnent raison : à la lecture des trois jugements qui me sont parvenus (21/08/2014), il est systématiquement rapporté qu' « après réitérations infructueuses à sa résidence déclarée, l'ordre de route a été remis au maire – ou à l'adjoint au maire – de Lyon, son domicile légal ? » (Noter le point d'interrogation, exprimant le doute, dans la déclaration des Autorités). On est en droit de se demander si et comment les convocations de Gaston remises aux notables de la ville ont été exploitées...En tout cas, le Tribunal Militaire ne lui accorda aucune circonstance atténuante, sans doute parce que son casier judiciaire n'était pas vierge...

Lorsque, arrivant au stade final de mes investigations, je fis part de mes découvertes à mon entourage, et avant d'avoir pu apporter davantage d'explications, certains, évitant même de croiser mon regard comme si j'étais

un pestiféré, exprimèrent leur stupéfaction mêlée d'un sentiment d'horreur ou de déshonneur à peu près en ces termes : « Comment, ton grand-père était bagnard ?! Tu ne vas quand même pas rapporter ça dans ta biographie ! Ceux qui restèrent bouche-bée ou feignirent l'indifférence n'en pensèrent peut-être pas moins... Les explications apportées, soit par écrit dans le livre, soit oralement, n'ont pas suffi à convaincre quelques-uns de mes interlocuteurs, le seul mot de « bagné » éveillant des préjugés ou stéréotypes indéracinables de leur mémoire. Ayant pris le parti de rédiger mon récit sans tabou ni langue de bois, j'en assume les conséquences... D'ailleurs, ma vie ayant été jalonnée d'atteintes à mon honneur – et plus généralement à celui de ma famille – bien plus graves, je n'en suis pas à une offense près...

Je sais que mon père, laissé à l'abandon depuis sa plus tendre enfance, lança une « recherche dans l'intérêt des familles » lorsqu'il arriva à l'âge adulte ; d'après lui, celle-ci s'avéra infructueuse mais certains indices me laissent penser le contraire. Si j'ai raison, cette information dut lui être communiquée de façon lapidaire, sans aucune des informations auxquelles j'ai pu avoir accès sur le contexte, les motifs... de la condamnation de Gaston. Aussi, peut-on imaginer le choc et la honte qui s'abattirent sur lui et comprendre pourquoi il se garda bien d'en parler autour de lui et à plus forte raison à ses enfants...

Les relégués faisant l'objet d'un avis favorable sur leur conduite et disposant de moyens financiers suffisants pour pourvoir à leur subsistance sur place bénéficiaient du régime de la relégation individuelle. Ce statut les autorisait à contracter des engagements de travail ou à bénéficier d'une concession de terre sur le sol guyanais. Tous les autres, c'est-à-dire l'immense majorité d'entre eux, étaient placés au régime de la relégation collective. Gaston fit partie de ceux-là, sur la base d'un bilan de ses antécédents et de ses aptitudes physiques, rapportés par la Commission de Classement de la Maison d'Arrêt de Riom :

- Ne peut justifier de moyens d'existence en dehors.
- Conduite dans la vie libre : très mauvaise.
- Quelle est sa profession ? : Artiste ?
- Exerçait-il réellement sa profession ? : Escroc et voleur professionnel.
- N'a vécu que d'expédients.
- Conduite en détention : a déjà été l'objet de sanctions disciplinaires, peu graves il est vrai, mais ne permettant pas de donner une bonne appréciation à ce sujet. (Sa conduite a été jugée bonne dans les maisons d'arrêt de Lyon, Périgueux, passable dans celle de Grenoble).
- Se donne plusieurs professions, ne travaillait pas de façon régulière et recherchait plutôt, dans les produits du vol ou de l'escroquerie, les moyens d'assurer son existence.



- Entretient des relations avec son frère, mais ne peut espérer recevoir de sa part un appui sérieux.
- Dangereux [?] malfaiteur qui ne paraît pas susceptible d'amendement et qui ne justifie d'aucune ressource régulière, doit être soumis au régime de la « relégation collective ».
- Bon état général ; peut être relégué.
- À occuper aux travaux en plein air.
- Utilisation possible du travail en considérant surtout les occupations dans la vie coloniale : travaux de terrassement.

De toute évidence, l'Administration Pénitentiaire n'était pas disposée à lui faire de cadeau. On ne pouvait pas trouver méthode plus contestable, je dirais même abjecte, pour dresser un portrait qui, certes, s'appuyait sur un verdict préétabli...

Si l'on se réfère à d'autres pièces de son dossier, nombre de renseignements sont complètement improvisés ou fallacieux. En particulier, j'ai été surpris de noter, aux rubriques « épouse » et « enfant », qu'« aucun renseignement n'ait été recueilli » ou encore des réponses aberrantes sur sa situation de famille en général : la mention « on l'ignore » est portée à toutes les questions concernant la localisation de son fils, de son ex-épouse ou autres parents ! Je n'ai pas moins été étonné qu'il fut déclaré « sans aptitude aux travaux de type administratif (rédaction, comptabilité...) » alors qu'il exerça un temps le métier de comptable aux usines Berliet et que ses compétences dans ce domaine sont incontestables si l'on se réfère aux tests de dictée et de calcul auxquels il a été soumis en Maison d'Arrêt.

Le paradoxe est que l'une des fiches administratives porte mention de cet avertissement : « tout détenu dont les déclarations seront reconnues inexactes encourra une punition sévère... ». Quant aux lacunes, imprécisions, elles sont d'autant plus graves que le dossier concerné précise en préambule : « Les informations dont il s'agit étant d'une grande importance, il est indispensable qu'elles soient bien complétées, après toutes les recherches utiles à faire soit auprès de la famille du susnommé, soit auprès des personnes en état de prêter leur concours en cette occasion ». Mais il est vrai que l'Administration Pénitentiaire ayant déjà décidé de son sort, le personnel n'avait pas de temps à perdre dans ces démarches inutiles, occupé par ailleurs à des investigations incontournables tels que l'élaboration du portrait anthropométrique des détenus, faisant l'objet d'un soin et d'une rigueur incontestables pour formaliser leur « signalement ». À titre indicatif, y sont rapportées des informations allant du « diamètre de la tête dans sa plus grande longueur, du creux de la racine du nez à l'occiput » jusqu'à « la couleur de l'œil gauche, en distinguant la nuance de l'auréole pigmentaire qui entoure la pupille... », en passant par « la longueur de l'oreille droite mesurée du bord supérieur de l'ourlet à l'extrémité inférieure de la goutte » !!!... Cette procédure a été généralisée dans les prisons françaises en

1885 parce qu'elle était considérée comme un système infallible d'identification pour contrer les tentatives d'usurpation d'identité, notamment pour les récidivistes (4) . L'utilisation de cette méthode de reconnaissance explique peut-être pourquoi je n'ai trouvé, dans les différents dossiers auxquels j'ai eu accès, aucune photo de celui que je n'ai jamais connu, ce dont je suis profondément frustré. Sauf miracle, auquel je crois encore en ayant lancé des requêtes auprès des plus hautes Instances (Ministère de la Justice), je ne saurai jamais s'il existe des traits de ressemblance entre Gaston et ses descendants...

Bref, les seules évaluations positives de mon grand-père concernent son comportement en détention :

- Moralité : « rien à signaler » ; je note que cet avis contraste avec le mépris de la Commission de Classement et les éléments à charge dont il a été accablé pour argumenter, justifier sa condamnation définitive.
- Aptitude au travail : « bonnes dispositions » ; j'imagine toute la part de subjectivité de cette appréciation car il aurait été malvenu, compte tenu de sa destination et de son futur emploi, de porter un jugement négatif sur sa bonne volonté et ses ressources dans ce domaine...

L'État devant subvenir à l'entretien des relégués collectifs, ceux-ci devaient en contrepartie travailler pour son compte. Ils étaient donc internés au sein d'un dépôt, encadrés par des agents de l'Administration Pénitentiaire et astreints à des travaux forcés et rétribués. En constituant un pécule suffisant, ils pouvaient, à terme et sous réserve d'une bonne conduite, bénéficier du régime de la relégation individuelle. À partir d'un examen plus approfondi de certaines pièces de son dossier, je conclus que Gaston ne put obtenir ce statut qu'avec une aide financière extérieure (son frère ?), ce qui conforte l'opinion que je porte sur les renseignements de l'Administration Pénitentiaire et plus précisément sur cette autre affirmation : « personne, en outre, ne lui témoigne de l'intérêt, ne s'intéresse à lui... ».

Les relégués individuels étaient confrontés à d'énormes difficultés pour trouver un emploi, notamment parce qu'ils étaient rejetés par la population qui préférait engager des transportés libérés s'étant acquittés d'une « erreur de parcours » plutôt que ces délinquants irrécupérables. Aussi, nombre d'entre eux, après avoir obtenu le statut de relégué individuel, retournèrent dans les camps après leur libération.

En 1936, le Front Populaire décida de suspendre les convois et, le 17 juin 1938, un décret-loi conduisit à la suppression de la transportation grâce notamment à l'obstination du député guyanais Gaston Monnerville. Cette année-là, le dernier contingent de relégués embarquera pour la colonie.



Suite au constat selon lequel le bagne fut une faillite coloniale et humaine, le Ministère des colonies décida de le démanteler mais de manière progressive afin de ne pas bouleverser une économie locale qui reposait en grande partie sur l'emploi de la main-d'œuvre pénale. Les condamnés en cours de peine seront maintenus sur le territoire et les derniers forçats ne furent rapatriés qu'en 1953.

La transportation s'effectua alors dans les prisons centrales jusqu'en 1960, année d'abolition des travaux forcés. Il en est de même de la déportation qui fut elle aussi supprimée en 1960. Ces peines seront remplacées par la détention criminelle à perpétuité ou à temps. Quant à la condamnation à la relégation, elle s'effectua de 1942 jusqu'en 1970 dans des établissements spéciaux situés sur le sol de la métropole. La loi du 17 juillet 1970 remplaça la relégation par la « tutelle pénale des multirécidivistes » qui consistait, en résumé, à préparer les condamnés à une mise en liberté conditionnelle.

### **Les camps dans la région du Maroni**

On a coutume de parler **du** bagne de la Guyane alors qu'en fait il y eut au cours de l'histoire plusieurs dizaines de camps et pénitenciers répartis sur le territoire. Pour le témoignage qui est rapporté ici, et pour faire référence à une partie de l'histoire de mon grand-père, on s'intéressera à ceux situés sur la région du Maroni, en bordure du fleuve du même nom formant la frontière avec le Suriname (ex-Guyane hollandaise).

Saint- Laurent-du Maroni est une ville construite pour et par les bagnards. Le Camp de la Transportation y fut construit en 1854 pour héberger les transportés et demeurera en activité jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Les nouveaux contingents de détenus débarquaient dans cette localité qui était un point de passage obligé pour tous les bagnards de Guyane (plus de 70 000 hommes et 1 000 femmes y ont transité de 1850 à 1953). Les condamnés étaient soumis à une visite médicale et à l'examen de leur dossier et à partir de ces informations étaient répartis ensuite entre les différents camps et pénitenciers du territoire de la Guyane. Ceux qui étaient soupçonnés de tentative d'évasion étaient envoyés aux îles (par exemple île St Joseph pour « Papillon » après sa première « cavale », île du Diable pour Guillaume Seznec).

Pour ce qui concerne Gaston, il semble que le dernier établissement pénitencier où il séjourna (Riom) fut habilité à anticiper sur au moins une partie de ces formalités compte tenu des appréciations et commentaires rapportés précédemment, allant même jusqu'à décider de son emploi aux travaux du bagne ! Pour l'anecdote, existait aussi une salle d'anthropométrie où l'on ne se contentait pas de dresser le « profil » des transportés, selon des méthodes plus que contestables, puisque ces éléments une fois analysés, étaient censés permettre de déterminer en partie l'intelligence ou les vices du détenu. (!?)

Très peu de condamnés restaient à Saint-Laurent ; ceux-ci, employés dans l'administration étaient des hommes considérés peu dangereux. On estimait qu'ils ne tenteraient pas de s'enfuir. Ils avaient des conditions de vie relativement agréables, étant généralement beaucoup mieux traités que les condamnés des autres camps. Ils étaient assez libres de leurs mouvements dans le camp et pouvaient même en sortir. Les relégués furent installés sur le territoire pénitentiaire du Maroni mais les peines de la transportation et de la relégation étant différentes, les deux catégories de condamnés ne pouvaient pas être réunies sur une même circonscription territoriale. La décision fut donc prise de les installer à Saint-Jean-du- Maroni, lieu-dit de la commune de Saint-Laurent dont il était distant d'une quinzaine de kilomètres. Ils étaient conduits au camp soit par voie ferrée, soit par voie fluviale sur le Maroni ; lors des voyages en train, des sentinelles étaient postées tous les 20 mètres afin d'empêcher toute évasion.

Si la relégation collective était bel et bien une condamnation aux travaux forcés, certains relégués qui travaillaient « à la tâche » bénéficiaient toutefois d'un régime de faveur, étant autorisés à œuvrer pour leur compte afin d'améliorer leur quotidien après avoir rempli leurs missions qui en général ne les occupaient pas une journée entière. Ces revenus devaient (en principe) être remis à l'Administration qui en assurait la gestion pour distribuer des « bons de vivre » destinés à la cantine. Les détenus n'étaient officiellement pas autorisés à porter de l'argent sur eux (ce qui est toujours le cas aujourd'hui dans les établissements pénitentiaires) mais les détournements de fonds étaient fréquents. Si l'on ajoute le vol, la prostitution, certains se procuraient les sommes nécessaires à différents trafics – y compris avec le personnel pénitentiaire – ou à une future évasion. L'origine de ces « extra » était très variée, pouvant aller de l'exploitation d'une concession agricole jusqu'à la cueillette, la pêche, en passant par la confection d'objets artisanaux – désignés sous le terme générique de « camelote » – dont certains pour les plus doués pouvaient être de véritables œuvres d'art. Les produits de ce travail étaient commercialisés auprès de l'Administration Pénitentiaire ou lors de permissions à Saint-Laurent-du-Maroni.

Pour l'anecdote, Gaston, qui était sur le point d'obtenir le statut de « relégué individuel » fut pris en flagrant délit « d'ivresse publique et manifeste à Saint-Laurent » ; peut-être souhaitait-il fêter ce jour-là l'heureux dénouement ( ?...) La tournure des événements lui fit regretter ses débordements, le P.V. précisant en effet : « Cartier Gaston, quoique moins ivre que son co-relégué fut particulièrement difficile à conduire à la geôle pénitentiaire ; il s'arrêtait fréquemment nous prenant à partie de sa mésaventure, répétant inlassablement “je n'ai rien fait et je vais perdre ma place” ». (À l'occasion d'une des visites médicales périodiques, Gaston fut classé « travaux légers permanents » pour faiblesse, avec comme commentaire « tout accompli aux travaux pénibles » et

fut alors employé comme comptable au service des « écritures », un des postes les plus prisés, comme la plupart des activités assurées à l'intérieur du camp). Ce même jour, et selon un autre procès-verbal rédigé par l'Administration Pénitentiaire, une somme de 15,15 F détenue par Gaston fut saisie, probablement lors de la fouille précédant son placement en cellule. Celui-ci déclara que cet argent provenait de la vente de bananes à Saint-Laurent, ce qui expliquerait logiquement sa permission. Cela signifie-t-il que l'« artiste lyrique » fut contraint de se reconvertir dans l'agriculture pour améliorer son ordinaire, à moins qu'il fût en cheville avec un co- détenu dont il écoulait –au moins en partie – la récolte ? En tout cas, Gaston perdit bel et bien son poste de comptable, comme il l'augurait dans ses lamentations et occupa alors, à titre de représailles, la fonction de « cantonnier », ayant la responsabilité de l'entretien d'une partie du camp (divisé en plusieurs secteurs).

Gaston décéda à l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni le 14 août 1939, soit à l'âge de trente-neuf ans, suite à une « infiltration d'urine » ( ? ) ; il vécut moins d'un an en relégation individuelle si l'on tient compte de la durée de son hospitalisation. Le mystère reste entier sur ce qu'il advint de lui pendant cette courte période. La mention « RI » portée sur le bulletin de décès du Ministère des Outre-mer atteste bien qu'il faisait encore partie des relégués individuels et qu'il n'avait pas rejoint le dépôt à ce stade. Son hospitalisation à Saint-Laurent signifie qu'il n'avait pas quitté la région du Maroni. Si Gaston avait survécu à sa maladie, peut-être n'aurait-il alors bénéficié que d'un maigre sursis. En effet, on enregistra au cours de la deuxième guerre mondiale un taux de mortalité jamais atteint chez les relégués. Comme l'explique Jean-Lucien Sanchez, le Gouverneur de la Guyane décida de rester fidèle au régime de Vichy et une dissidence gaulliste s'instaura alors avec à sa tête le capitaine Claude Chandon qui organisa depuis la Guyane hollandaise le départ de volontaires pour rallier les Forces Françaises Libres. En 1941, un mouvement « d'exode » comme le surnomme l'Administration Pénitentiaire s'étendit à la population pénale qui s'évada en nombre pour rejoindre la France encore en armes. À Saint-Jean, des mesures disciplinaires radicales furent prises pour tenter d'y faire barrage. Couplées aux restrictions alimentaires, ces dispositions entraînèrent la mort de plus du tiers de l'effectif total des relégués de 1941 à 1943 (près de 48% pour la seule année 1942 !).

Pour information, mon père décéda au même âge que Gaston, ce qui me m'amène à conclure que la fatalité héréditaire est bien une réalité...



### **Citadelle de Saint - Martin - de - Ré.**

C'est ici que les condamnés « stationnaient » pour être embarqués vers la Guyane. Plusieurs « célébrités » y ont transité : Dreyfus (déporté), Guillaume Seznec et Henri Charrière (transportés). Les futurs forçats étaient soumis à différentes formalités administratives, médicales...tout en étant contraints au travail et faisaient en principe l'objet d'une suralimentation avant l'éprouvante traversée (3 semaines). La durée du séjour dans la forteresse était en moyenne de quelques semaines mais les témoignages que j'ai personnellement recueillis sur le parcours de relégués vont de plusieurs mois pour certains à quelques jours pour Gaston...

### **Vidéos assez exceptionnelles : embarquement des condamnés sur le bateau (« cargo-bagne ») La Martinière.**

Ces deux documents sont assez voisins mais le second montre l'attroupement des curieux assistant à l'embarquement ; il en sera de même lors de l'arrivée en Guyane. On pourra noter que les « voyageurs » ne semblent pas particulièrement abattus. Ignorant tout du sort qui leur était réservé, ils étaient nombreux à manifester un certain optimisme ; sortant de prison, ils étaient persuadés que leur nouvelle condition s'apparenterait à une liberté sous condition de résidence obligatoire. Pour beaucoup, cette destination représentait aussi l'espoir d'une évasion imminente...

Le titre des vidéos (« île du diable ») est trompeur, sans doute pour être plus impressionnant, puisque le bateau est en partance pour Saint-Laurent-du-Maroni, là où se fera le dispatching entre les différents camps (cf. page 9).

Bien que ce ne soit que secondaire, le commentaire en anglais laisse vraiment à désirer...

[youtube.com/embed/KYHnR\\_5b5rM](https://youtube.com/embed/KYHnR_5b5rM)

[youtube.com/embed/XNUaGbjkN0](https://youtube.com/embed/XNUaGbjkN0)



Tests de dictée et calcul réalisés par Gaston en Maison d'arrêt et Portrait anthropométrique (source : Archives Départementales du Puy de Dôme)

Dictée

Les détenus ne peuvent recevoir de secours en argent de leurs familles qu'après autorisation spéciale de Monsieur le Directeur.

Le silence est obligatoire dans toutes les parties de la détention.

Les conversations, les groupements et les changements de places dans les dortoirs entraînent la mise immédiate en cellule.

Multiplication  
 1695,75  
 0.45  
 -----  
 847875  
 678300  
 -----  
 1630875

Division  
 163,0875 | 0.45  
 313  
 42  
 208  
 337  
 -----  
 225

Taille, le sujet étant tête et pieds nus.	DIAMÈTRES DE LA TÊTE		LONGUEURS					COULEUR DE L'ŒIL GAUCHE en distinguant :		NEZ en distinguant :					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1, 65.5	0, 19.3	0, 16.0	0, 11.3	0, 14.9	0, 11.1	0, 44.3	0, 11	c. ch. m. p. r. m.	rel	rel	g.	m.	m.	m.	m.
Barbe ch. f.	Cheveux ch. gris		Traits caractéristiques.					Observations relatives aux mensurations et marques particulières sur diverses parties du corps.							
<p>Notamment pour le front, son inclinaison, sa hauteur et sa largeur, les sourcils, le teint, la bouche, le menton, le cou, la largeur des épaules, la corpulence, la vue, le timbre de la voix, l'accent, etc.</p> <p>Front f.          Sourcils minces          Menton (sa)          Contour du profil br. face (en prof.)</p>															
<p>Notamment nævus et grains de beauté, sutures de plaies, cicatrices de coupures même légères, tatouages, ankyloses même partielles des articulations, etc.</p> <p>Cic r. de 1.5 x 3.0 f. l. d. e.          Cic d. de 2.5 b. i. d. sur le au niveau du cuir cheu.          Cic r. de 0.8 b. a. g. des nez</p>															

Indication de l'établissement où a été dressé le signalement. } MAISON CENTRALE DE RIOM

Nom, qualité et signature de la personne ayant pris le signalement. } Gaston Laurent - ord.

(\*) Voir la circulaire aux préfets et la circulaire aux directeurs d'établissements et de circons-



**La fin du voyage, jusqu'à Saint-Jean-du- Maroni, s'effectuait par voie ferrée ou fluviale (sur le Maroni).**



62. St-JEAN-du-MARONI (Guyane Française). - Arrivée du Train

**Arrivée du train à Saint-Jean**



56. Appontement de St JEAN-du-MARONI (Guyane Française).

**Appontement à Saint- Jean**





**Camp de la Relégation**



**Camp après appel**

Le pénitencier de Saint-Jean fut désaffecté en 1943. Mais loin de rester vide, il accueillit de 1949 à 1960 des réfugiés en provenance d'Europe de l'Est dans le cadre de la politique migratoire menée par le Bureau d'Installation des Personnes Immigrées en Guyane (BIPIG). Puis, à partir de 1961, l'armée s'y installa ; le Régiment du Service Militaire Adapté de la Guyane (RSMA-G) et le 9<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de Marine (9<sup>e</sup>RIMA) occupent toujours les lieux. Par ailleurs, depuis 2000, l'Association « Meki Wi Libi Na Wan » (Vivons ensemble) (5) s'attache à conserver le patrimoine, restaure les vestiges de ce site exceptionnel et le fait visiter. Elle bénéficie du soutien de la Mairie de Saint-Laurent, du CNES et de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles). Je viens tout juste de postuler pour une adhésion à cette Association car, indépendamment des services qui m'ont été rendus à titre personnel par son secrétaire Daniel Gimenez, je m'associe symboliquement à son implication dans le devoir de mémoire qui évidemment me concerne au premier chef. Depuis lors, je me sens virtuellement présent dans la région du Maroni...

Un de mes voisins me dit récemment : « arrête de te prendre la tête sur la passé, pense à l'avenir, à tes petits-enfants... » Or, je me suis engagé dans un processus irréversible : plus le temps passe, plus j'ai envie de savoir ; ce besoin qui est devenu quasiment obsessionnel m'encourage un peu plus chaque jour à me rendre sur place, d'autant qu'une grosse zone d'ombre demeure : le mystère reste entier sur l'année que Gaston passa en relégation individuelle. Mon ami Daniel, secrétaire de l'Association mentionnée précédemment, m'a laissé entendre que des démarches étaient possibles, bien sûr sans garanties de succès et à condition d'être patient...

### **3/ Le Service Militaire Adapté (SMA) et ses établissements (RSMA) \*\***

#### **Les origines**

En 1960, à la suite de troubles survenus aux Antilles, avec une jeunesse nombreuse « à la dérive », un chômage endémique et l'absence d'infrastructures économiques, la France prend conscience du danger de déstabilisation qui menace ses départements d'outre-mer. La population des jeunes d'alors, inactive et délaissée, est en « congé budgétaire », c'est-à-dire n'effectuant pas son service militaire (faute de place en Métropole ou au 33<sup>e</sup> RIMA de Fort-de France). C'est ainsi que parmi les mesures prises, le Service Militaire Adapté (ou SMA) est créé le 21 décembre de la même année, à l'initiative de Michel Debré, alors Premier Ministre sous la Présidence de Charles De Gaulle, sous les directives du Ministre des Armées, Pierre Messmer et l'impulsion du Général

Némo, commandant supérieur des forces armées aux Antilles-Guyane (6) chapitre I A 2, (7).

D'abord destiné aux jeunes antillais pour les conduire à effectuer le service militaire, à développer leur sentiment d'appartenance à la Nation et à favoriser l'essor économique des départements français d'Amérique, ce système performant et utile a été peu à peu étendu à tous les Outre-mer français. Le SMA est présent sur les zones géographiques suivantes : Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française, son État-major étant situé à Paris au Ministère des Outre-mer.

À l'origine, le SMA avait pour buts :

- d'encadrer la jeunesse antillaise et guyanaise ;
- de leur donner une formation civique et morale ;
- de leur offrir, durant la durée du service national, la possibilité d'apprendre un métier ;
- de rétablir l'égalité envers la conscription ;
- de participer au développement des départements français des Amériques.

### **La situation actuelle**

À la fin des années 90, alors que le SMA aurait dû disparaître avec la suspension de la conscription (service militaire obligatoire), la décision fut prise de le maintenir en réorientant sensiblement ses objectifs dont le principal aujourd'hui est de faciliter l'insertion dans la vie active des jeunes adultes (18 à 25 ans) volontaires en situation d'échec et/ou en voie de marginalisation, et originaires ou résidant dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Le SMA est placé sous l'autorité du Ministre des Outre-mer qui définit les orientations, les objectifs et les modalités de sa mission d'insertion.

La formation socioprofessionnelle au SMA s'adresse à un public non qualifié, ne disposant pas des moyens pour s'intégrer socialement et professionnellement sans une aide adaptée visant à acquérir progressivement les bases d'une citoyenneté active et responsable. Par exemple, certaines valeurs inculquées aux stagiaires et transposables à leur future vie professionnelle reposent sur le respect de cinq règles d'or : être à l'heure, en tenue, respecter la sécurité, travailler en équipe, respecter son chef et lui rendre compte... En résumé, le projet pédagogique au SMA porte sur la globalité de la personne dans les domaines du savoir, du savoir-être, du savoir-faire et du savoir-donner afin de savoir devenir.

Le SMA a formalisé et développe une méthode qui tire sa légitimité et son succès de la plus-value qu'elle apporte tant en matière d'éducation citoyenne et

comportementale que de préformation professionnelle. Cette méthode, garante d'une meilleure employabilité, repose sur deux règles :

- l'approche socio-économique visant à répondre simultanément à l'accomplissement personnel de chaque jeune volontaire et aux besoins du marché de l'emploi (outre-mer et en métropole) ;
- le développement et la mise en œuvre d'un projet éducatif et d'une pédagogie adaptés qui visent à développer les compétences sociales et professionnelles de chaque volontaire en s'appuyant sur une dizaine de familles de métiers et de plus de 70 spécialités.

Ce parcours est complété par une préparation et une présentation à l'examen du permis de conduire que les stagiaires obtiennent à près de 80 % et qui constitue, au regard des réalités locales, un atout déterminant et un gage d'employabilité maximale pour l'exercice de certains métiers. La formation globale est sanctionnée par l'attribution du certificat d'aptitude personnelle à l'insertion (CAPI), véritable passeport pour l'insertion délivré par le ministère des Outre-mer.

En 2009, le SMA s'est engagé dans une montée en puissance visant à doubler ses effectifs à l'horizon 2016 pour atteindre une cible de 6000 bénéficiaires. Avec l'accueil de 5429 jeunes en 2013 et un taux d'insertion de plus de 76 %, le défi est en passe d'être relevé.

Le milieu militaire, le volontariat des recrues, l'approche globale de l'accompagnement et l'objectif d'employabilité sont les ingrédients majeurs de la performance du SMA. Cette réussite, jamais acquise d'emblée, est à mettre au crédit des cadres militaires dont la disponibilité et l'implication au profit des jeunes sont totales.

Ces cadres, moins de 1100 pour l'ensemble du dispositif, sont détachés du Ministère de la Défense pour la durée de leur mandat. Ils sont désignés au regard de leurs compétences professionnelles, de leur expérience du commandement et font preuve d'un très fort engagement personnel au service des jeunes. Certains régiments peuvent accueillir des Compagnons du Tour de France, ceux-ci signant un contrat d'engagement en tant qu'Engagés Volontaires du SMA (EVSMA), généralement pour un an ; ils deviennent moniteurs, responsables de la conception et l'enseignement d'un savoir technique. Cette dimension "transmission du savoir" est une étape importante dans leur parcours de Compagnon. Pour le SMA, c'est l'assurance de dispenser un savoir concret, pratique et correspondant à ce qu'il y a de mieux dans les filières métiers retenues.

De nombreux acteurs apportent une contribution significative en matière de subventions, notamment au niveau local : fonds de concours européens, collectivités territoriales (Conseil Général, Conseil Régional,...), entreprises



(taxe d'apprentissage,...). À titre indicatif, les Fonds de concours européens contribuent à environ 24% du financement des investissements et du fonctionnement du SMA.

En 2012, le SMA a rejoint le collectif « Agir ensemble contre l'illettrisme », sous l'égide de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme et participe en amont aux réflexions et aux actions pilotées par l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI).

Les devises ou slogans relevés (selon les établissements) sont par exemple :

« Notre victoire : leur réussite »

« Apprendre pour réussir »

« Y entrer, c'est s'en sortir »

« Le 3 juin 2005, dans son discours de politique générale, Mr. Dominique de Villepin, alors Premier ministre, s'était déclaré favorable à la transposition sur le territoire métropolitain du savoir-faire des armées en matière d'insertion professionnelle, dont l'efficacité avait été prouvée dans le cadre du Service Militaire Adapté ». De là est né le dispositif « Défense deuxième chance » (6) chapitre II.

#### **4/ Le RSMA de Guyane\*\* et notre camarade Jean-Claude.**

En 1961, le premier régiment d'accueil (Régiment Mixte des Antilles-Guyane) est créé par le Général Némé. Un Groupement de Formation Professionnelle s'installe alors à Saint-Jean-du-Maroni pour former à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1982 le GSMA (Groupement du Service Militaire Adapté), tandis qu'une compagnie de travaux s'installe à Cayenne. Cette dernière prend tour à tour les noms de 3<sup>e</sup> Bataillon du Service Militaire Adapté en 1964, puis de Régiment du Service Militaire Adapté de la Guyane en 1976, enfin du 3<sup>e</sup> RSMA en 1987.

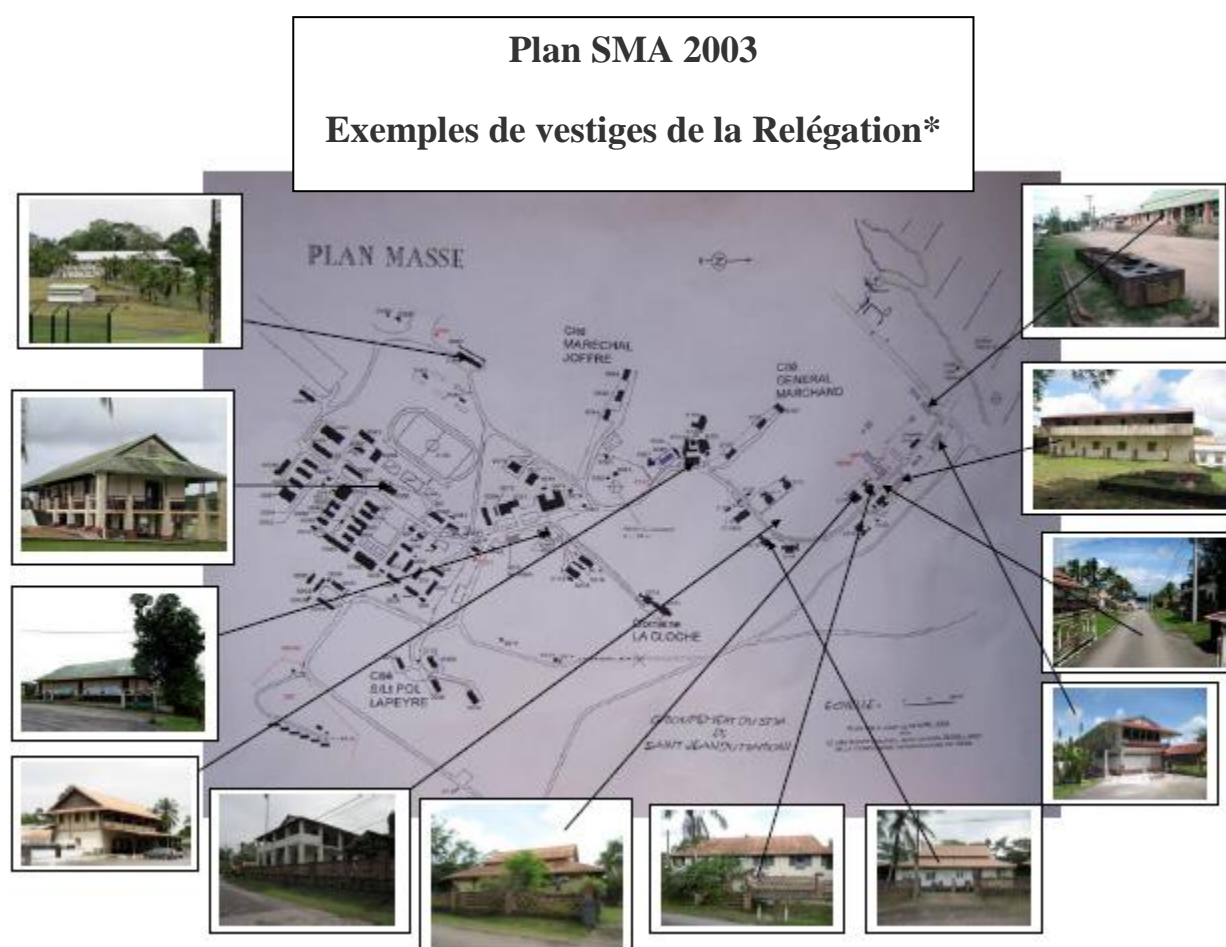
Le RSMA - Guyane prend sa forme actuelle le 15 juillet 2008 suite à la fusion du 3<sup>e</sup> RSMA et du GSMA. Après cette restructuration, le régiment conserve un détachement à Cayenne afin de garder une capacité de recrutement et de formation dans la ville principale du département. Cette double localisation permet au régiment de rayonner sur les deux pôles économiques guyanais et ainsi d'accomplir pleinement sa mission de "recrutement-formation-éducation-insertion" là où se trouvent les jeunes en difficulté ou en échec scolaire.

Appuyé par une dynamique en faveur des jeunes et de l'emploi, le RSMA de la Guyane se modernise d'année en année afin de proposer un outil pédagogique

performant et adapté.

Il propose des formations dans plus de 9 métiers répartis en 17 filières professionnelles sur le site de Saint-Jean du Maroni ou à Cayenne, qui s'adressent en priorité aux jeunes sortis du système scolaire sans diplômes ou sans formation. Notons qu'en sortie de parcours, plus de 92% des stagiaires obtiennent leur Certificat de Formation Générale (CFG).

Il a accueilli en 2013 près de 670 volontaires. Pour mémoire, en 2010, le Régiment en accueillait environ 350. Le taux d'insertion est passé de 67,5% à 75,1% entre 2009 et 2013.



\* Voir détails et légendes en annexe



Jean-Claude, alors lieutenant-colonel, fut chef de corps du GSMA de Saint-Jean-du-Maroni pendant deux ans (juillet 1991 à juillet 1993). Il me précise que lors de ce séjour, il logea dans la maison qui fut celle du commandant du camp de la relégation. Le lieutenant Véronique Rabotin souligne que son nom apparaît dans la salle d'honneur du RSMA, avec ceux de ses prédécesseurs et successeurs. Ses états de service (voir annexe) mentionnent qu'il obtint alors « spontanément l'adhésion de ses cadres et de ses hommes. Chef de corps très complet, son autorité et sa compétence font l'unanimité tant auprès des jeunes gens [...] qu'auprès des autorités locales qui voient en lui un acteur essentiel du développement durable ». Notre camarade ajoute : « au début de cette période, alors que le Suriname était en crise suite à la guerre civile (1986-1992), j'assurai aussi la fonction de commandant militaire de la zone, concerné par les problèmes liés aux réfugiés surinamiens (camps de la région de Saint-Laurent- du-Maroni) et la sécurité sur le Maroni » (8) (9). À cette époque, les rebelles (jungle commandos) s'adonnaient en effet à des actes de banditisme sur la région. J'ai un immense regret de n'avoir pu m'entretenir longuement avec Michèle, l'épouse de Jean-Claude, car celle-ci, occupant le poste d'Assistante Sociale, aurait certainement pu m'apporter son témoignage sur la situation des rares mais possibles survivants de la Relégation.

**5/ Témoignage de notre ami Claude,** l'instigateur de ce « reportage » : de l'accueil de jeunes Guyanais jusqu'à l'exploration de leur territoire et « la rencontre impossible ».

### **Petit rappel sur son parcours professionnel.**

La vocation première de Claude était de devenir pilote. Après son séjour à Tulle, où, souvenons-nous, il faisait partie des « matheux » et se distinguait par son esprit scientifique, il prépara l'École de l'Air au Prytanée National Militaire de la Flèche. Il eut l'occasion d'y côtoyer le célèbre astronaute Patrick Baudry, de notre génération. Il passa avec succès le concours d'entrée mais à son grand désespoir, des problèmes ophtalmologiques, détectés sur la base de critères draconiens, l'empêcheront de réaliser son rêve. Il se replia alors vers une maîtrise de physique pour devenir enseignant au lycée de Chaumont (Haute-Marne).

### **Une leçon de dévouement et de solidarité.**

« Mme Hulic, institutrice réputée et respectée à Saint- Laurent- du Maroni (Une école de Saint- Laurent porte son nom), mère de quatre fils de ma génération, nourrissait pour eux des projets scolaires ambitieux. Or, dans les années soixante, le système scolaire de la Guyane n'offrait pas de possibilités scolaires

à la hauteur de ses aspirations .Quant à faire des études en Métropole, c'était un véritable parcours du combattant, avec des difficultés qu'on ne soupçonne pas aujourd'hui.

Mais Mme Hulin ne manquait ni d'énergie, ni de ressources. Aussi, par le biais d'une connaissance alors proviseur en Métropole, elle réussit à trouver un lycée à Chaumont pour deux de ses quatre fils ayant fait le choix de poursuivre leurs études et acceptant d'être séparés de leur mère. Restait un nouveau défi, celui de chercher une famille d'accueil lors des week-ends et des vacances les plus courtes pour ces jeunes gens qui seront internes, Un appel aux parents d'élèves du lycée de Chaumont fut lancé mais à cette époque, recevoir une personne de couleur à la maison n'était pas vu d'un très bon œil dans cette région rurale. Pourtant, la base américaine proche, installée après la dernière guerre, avait donné à la population l'occasion de côtoyer des noirs... Il se trouve que mes futurs beaux-parents avaient un peu plus d'ouverture d'esprit que la moyenne ; aussi, se proposèrent-ils d'accueillir les deux garçons, la famille comptant alors six enfants. Ils effectuèrent donc leurs années de lycéens en alternant internat, séjour quasi familial pendant les week-ends et les petites vacances, congés d'été en Guyane ou en centre de vacances. Ces deux adolescents poursuivront leurs études et accompliront leur carrière professionnelle en Métropole ; L'un deviendra Inspecteur de Police et l'autre Directeur de la DASS ».

### **Construction d'une solide amitié sur la base de certaines affinités.**

« Le temps a passé et les liens n'ont fait que se renforcer entre les familles. Lors de mon mariage, j'ai été adopté d'emblée par la famille guyanaise, infiniment reconnaissante du service rendu par mes beaux-parents...

Mes relations avec l'un des deux frères, Roland, se sont consolidées car son caractère aventurier était tout à fait en phase avec mes propres aspirations. Il me proposa de découvrir plus en profondeur cette région lointaine qu'est la Guyane et c'est ainsi que j'ai effectué plusieurs séjours d'exploration. Le premier d'entre eux, en 1988, m'a permis de faire connaissance avec toute la famille et mon camarade avait préparé une excursion très approfondie et en tout cas alors inaccessible au touriste moyen. Pour l'anecdote, il m'emmena en "expédition" sur le fleuve Maroni pour remonter jusqu' au village indien nommé "trois sauts" en amont de "Maripasoula", bien que le territoire était officiellement interdit d'accès, d'une part pour ne pas perturber les autochtones, d'autre part du fait de la guerre civile au Suriname. Nous avons d'ailleurs eu une frayeur lors de notre interception par un groupe armé, devant notre salut à l'arrivée inopinée d'une pirogue de la Légion en patrouille...

En 1991, cet ami me proposa de compléter ma connaissance du territoire, en particulier du côté Brésil. Bien sûr, j'ai accepté son invitation, ce séjour

s'effectuant en compagnie de mon fils. C'est à cette occasion qu'eut lieu la "rencontre impossible" ».

### **La « rencontre impossible »**

Lors de la fête de Saint-Laurent-du-Maroni, évènement incontournable où tout le monde doit être vu, une course pédestre est organisée de Saint-Jean à Saint-Laurent, sous un soleil de plomb ; mon ami étant adepte de l'exercice, je vais l'encourager sur le parcours. Et alors, mais je n'en crois pas mes yeux, j'aperçois, parmi les participants, une tête bien connue...Jean-Claude ! (Finissant le parcours légèrement claudicant, il devait souffrir d'un claquage). Ayant du mal à me remettre de mes émotions en réalisant combien le monde avait rétréci, rendez-vous est pris pour prendre un pot le soir lors du bal rituel rassemblant les personnalités locales dont faisait partie notre Cher Jean-Claude.

Nous avons partagé un moment de convivialité...trop bref..., celui-ci se devant de faire honneur à son rang de chef de corps local.... Je n'ai pas eu l'opportunité de le revoir. Il avait ses obligations et la découverte du pays m'attendait ».

### **Autres séjours et souvenirs**

« J'ai eu d'autres occasions de me rendre en Guyane. Mon dernier voyage date de 1999 ; organisé par le Ministère de l'Éducation Nationale au profit d'enseignants, j'ai eu alors le plaisir de découvrir les « coulisses de Kourou ».

Lors de mes différents séjours, j'ai bien sûr beaucoup entendu parler du bagne. À Saint-Laurent, j'ai rencontré quelques relégués appartenant à la dernière génération des condamnés. C'étaient des hommes discrets, peu expansifs, ne souhaitant pas à l'évidence s'entretenir de leur douloureux passé... »

### **Remerciements**

\*Les éléments rapportés au 1<sup>er</sup> chapitre, notamment sur la relégation ont été obtenus avec l'amicale collaboration de l'historien Jean-Lucien Sanchez qui a minutieusement développé l'intégralité du sujet dans sa thèse de doctorat de décembre 2009 : « *La relégation des récidivistes en Guyane française. Les relégués au bagne colonial de Saint-Jean-du-Maroni, 1887-1953* » (13) . Il vient aussi de publier sur le même sujet un ouvrage intitulé « *À perpétuité. Relégués au bagne de Guyane.* » (Vendémiaire éditions, Paris, 2013) (14). Aujourd'hui, il est chargé d'études historiques au Ministère de la Justice (DAP/PMJ5) et chercheur associé au Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP, UMR CNRS 8183).

J'ai aussi obtenu le soutien permanent et inconditionnel de Daniel Gimenez, (déjà cité page 15) qui, pour bien connaître le sujet est souvent associé aux publications de son ami Jean-Lucien quand il n'est pas lui-même auteur de certains articles, par exemple (15) . Je lui dois aussi la fourniture de certaines illustrations agrémentant ce texte. Je tiens à souligner que Daniel Gimenez est tellement passionné par l'histoire du bagne qu'il s'est fixé un beau défi forçant l'admiration: passé l'âge de la soixantaine, et s'étant lancé dans ce challenge alors qu'il était encore mobilisé par ses activités professionnelles, il a préparé, tout en s'impliquant activement au sein de l'Association déjà citée page 16 (8) , une licence d'histoire par une formation à distance à l'Université de Paris 10-Nanterre-La Défense et envisage d'aller encore au-delà. Ses principales motivations sont d'entreprendre des études et recherches pour compléter les connaissances actuelles sur le sujet, améliorer la pertinence de ses commentaires dans le cadre des visites organisées du camp de Saint-Jean...

\*\*Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> chapitres ont été rédigés avec l'aimable collaboration de :

- Capitaine Frédéric LARDOUX - Pôle opération - Responsable communication et veille sectorielle - Commandement du SMA - Ministère des outre-mer Paris ;

- Lieutenant Véronique RABOTIN\* - Officier Communication – RSMA Guyane – Saint-Jean-du Maroni.

- Capitaine Gabriel FRANCHINI, adjoint du Directeur du recrutement, de la formation et de l'insertion au RSMA de La Réunion.

Je tiens une nouvelle fois à faire part de ma gratitude envers tous ces officiers qui m'ont chaleureusement accueilli lors de mes enquêtes sur le sujet.

J'ai aussi apprécié la politesse, le dévouement des différents soldats que j'ai pu avoir au téléphone dans les différents établissements, cette attitude m'autorisant à en déduire que la mission des cadres de ces établissements porte bien ses fruits...

J'ai obtenu l'appui de Monsieur le Maire de Saint-Laurent-du-Maroni, via le Service Patrimoine de la ville pour des compléments d'enquêtes sur la fin du séjour de Gaston en Guyane.

Le parcours de mon grand-père a pu être reconstitué grâce aux Archives de Paris (ultime condamnation), aux Archives Départementales du Rhône (« Fiche Matricule »), du Puy-de-Dôme (dernier domicile connu : Maison d'Arrêt de Riom) et de La Charente Maritime (départ des condamnés pour la Guyane à Saint-Martin - de - Ré). Des renseignements importants ont été obtenus auprès de l'Officier Greffier et du personnel du Dépôt Central d'Archives de la Justice Militaire. Son séjour au bagne a pu être précisé avec le dossier consulté aux ANOM (Archives Nationales d'Outre-mer). Toutes ces instances ont fait preuve d'une extrême diligence.

\*Le lieutenant Véronique RABOTIN m'a assuré de toute sa reconnaissance, un nouveau chef de corps sur le point de prendre son poste ne connaissant pas cet historique dans le détail...

Michel Cartier Octobre 2014

### **Miracle de Facebook (printemps 2015) ; un prolongement inattendu: la rencontre (virtuelle) avec une AET de Saint-Laurent-du-Maroni !**

Il existe au sein de la communauté des Anciens Enfants de Troupe un esprit je n'ose pas dire unique, en tout cas remarquable du point de vue de la fraternité, de la solidarité parce que toutes écoles et générations confondues, nous avons été éduqués avec les mêmes valeurs. (D'ailleurs, le tutoiement entre ses membres est de mise, quels que soient la fonction, le niveau hiérarchique...). En voici la preuve concrète : ce reportage étant amené à circuler en Guyane et plus particulièrement à Saint-Laurent, j'ai pensé qu'il serait opportun d'élargir le cercle de ses acteurs jusque dans la région. En l'espace d'une journée, grâce à la complicité de camarades avec qui je communique sur les réseaux sociaux, et par une coïncidence extraordinaire, j'ai pu faire connaissance avec une AET ayant fréquenté le lycée d'Autun et qui, en provenance de Matoury, vient juste de s'installer dans la ville ! Il s'agit de Lina Lourel, employée de banque. Lors d'un contact téléphonique spontané, j'ai été chaleureusement accueilli avec « en prime » une invitation en Guyane ! Lors de notre entretien, j'ai tout de suite reconnu les qualités de cœur dont m'ont parlé ses condisciples François-Xavier Morel et Aurélien Jacques, confirmées par ce message écrit qui m'a profondément touché : *« Ton grand-père Michel n'aura pas souffert pour rien puisque son histoire va nous permettre de nous rencontrer bientôt je l'espère. Le passé de ton grand-père Michel est aussi l'Histoire de La Guyane »,* ce à quoi j'ai répondu, avec l'expression de mes sentiments les plus cordiaux : *« Je suis d'autant plus motivé pour continuer mes travaux de recherches visant à confirmer l'horreur et l'injustice de cette loi sur la relégation ».*

L'humour étant souvent au rendez-vous dans les échanges entre AET – ce qui n'est pas pour me déplaire – d'aucuns ont interprété les propos de Lina – qui a l'âge de l'une de mes filles – comme une déclaration d'amour, alors que tout le monde aura compris qu'ils ne sont que l'expression des valeurs intergénérationnelles que j'évoque en préambule et qui n'ont fait que se vérifier dans cette formidable aventure humaine.

Nouvelle information en date du mois d'Octobre 2015 :Un pôle médico-social (UTAS) a été inauguré à Saint-Laurent-du-Maroni au nom de celui que Claude Fournier appelle « l'un de ses frères Guyanais », Robert Hulic, en hommage aux services rendus tout au long d'une carrière exemplaire : voir la [vidéo](#).

Triste épilogue de cette histoire (fin d'année 2015)

Avant l'événement précédemment évoqué, mon camarade Claude m'avait appris avec tristesse que les jours de Robert étaient comptés et, comme c'est relativement fréquent pour le type de maladie dont il était atteint, rien ne le laissait penser au regard de la vidéo. Le mal incurable a eu raison de ce brave homme, comme Claude vient de m'en informer en cette fin d'année. Bien sûr je m'associe à lui pour exprimer toute ma compassion envers la famille de Robert, ses amis, tous ceux qui étaient respectueux de l'homme et de son œuvre...

.../...





**Case des « onze ménages » (maison des surveillants)**



**Cantine administrative**



**Une des deux cases restantes ayant hébergé des relégués**



**École**



**Maison du Surveillant-Chef**



**Logement du personnel**





**Logement du personnel**



**Rue principale du quartier administratif**



**Logement du personnel**



**Bâtiment administratif-vue arrière**



**Bâtiment administratif**



**Bâtiment d'Administration Générale (Au premier plan, souvenir de la voie ferrée)**



# MINISTERE DE LA DEFENSE

## ETAT-MAJOR DES ARMEES

### ordre du jour n° 1166

=oOo=

Admis dans la 2<sup>ème</sup> section des officiers généraux, le général Diaz s'apprête à quitter l'uniforme revêtu pour la première fois le 1<sup>er</sup> octobre 1966. A cette date, le jeune Jean-Claude Diaz souscrit un contrat d'engagement au titre de l'école militaire annexe des transmissions à Agen. Deux années plus tard, il est admis au peloton préparatoire de l'école militaire interarmes et rejoint l'école militaire de Strasbourg le 1<sup>er</sup> octobre 1968. Il intègre l'école militaire interarmes à Coëtquidan, le 1<sup>er</sup> octobre 1969, et choisit l'arme des troupes de marine, dans la spécialité "infanterie".

Il est nommé sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre 1970 puis lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre 1972. Ses affectations successives tant outre-mer que sur le territoire métropolitain lui permettent de mettre en exergue ses belles qualités pédagogiques, son aptitude à discerner l'essentiel de l'accessoire et ses grandes dispositions intellectuelles.

Promu capitaine le 1<sup>er</sup> octobre 1976, il exerce un remarquable temps de commandement, de mars 1979 à mars 1981, à la tête de la 3<sup>ème</sup> compagnie du 6<sup>ème</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine à Mont-de-Marsan.

Titulaire du brevet technique d'études militaires supérieures, promu chef de bataillon le 1<sup>er</sup> juillet 1983, il est affecté à l'école interarmées des sports à Fontainebleau en octobre 1984. Il y occupe successivement les fonctions de chef de bureau "études" puis celles de commandant du bataillon d'Antibes dont sont issus les athlètes militaires, moniteurs de sport dans les armées et la gendarmerie.

Homme des réorganisations judicieuses et des expérimentations bien menées, il met en place avec fermeté et réalisme une instruction très concrète qui s'avère d'une particulière efficacité.

Promu lieutenant-colonel le 1<sup>er</sup> juillet 1987, adjoint puis chef du 3<sup>ème</sup> bureau de l'état-major interarmées des forces armées de la zone sud de l'océan Indien pendant deux ans, il suscite l'adhésion sans réserve de ses collaborateurs et réussit totalement dans toutes les missions qui lui sont confiées.

De retour en métropole, en septembre 1989, il occupe le poste de chef du bureau "emploi" à l'état-major de la 9<sup>ème</sup> division d'infanterie de marine et de la 33<sup>ème</sup> division militaire territoriale à Nantes. Ses qualités d'adaptation et d'organisation, son sens de la discipline et de l'anticipation ainsi que sa vision de l'intérêt général sont à plusieurs reprises soulignés.

Le 5 juillet 1991, le commandement du groupement du service militaire adapté de Guyane lui est confié. Humain, volontaire et dynamique, il obtient



spontanément l'adhésion de ses cadres et de ses hommes. Chef de corps très complet, son autorité et sa compétence font l'unanimité tant auprès des jeunes gens qui viennent acquérir un savoir faire professionnel qu'auprès des autorités locales qui voient en lui un acteur essentiel du développement durable.

A l'issue de ce séjour, il rejoint, le 30 août 1993, le cours supérieur d'état-major à Paris en qualité de professeur spécialisé à la section "techniques opérationnelles et procédures". Il est promu colonel le 1<sup>er</sup> octobre suivant. Avec beaucoup de détermination, il s'engage pour améliorer et approfondir les documents pédagogiques de ce cours lui donnant ainsi un nouvel élan et une nouvelle dimension.

Il prend le 28 juin 1994, le commandement de l'école interarmées des sports à Fontainebleau. Dans cet environnement particulier et exigeant, il maîtrise immédiatement les aspects techniques et administratifs de sa fonction et s'attache à perfectionner sans cesse l'instruction des stagiaires et la formation militaire des athlètes de haut niveau qui apprécient son sens des relations humaines et sa pédagogie. En outre, les très nombreux et chaleureux échanges qu'il entretient avec les milieux civils contribuent au renom et au rayonnement de l'école.

Le 4 juin 1997, il renoue avec sa vocation au service outre-mer, pour devenir conseiller technique à la présidence de la République centrafricaine. Conseiller avisé au jugement sûr et pondéré, s'affirmant tant par sa capacité de travail exceptionnelle que par sa large culture militaire et son sens de la diplomatie, il donne à ce poste clé la dimension indispensable à la réussite des actions de coopération.

A son retour, il est choisi, le 1<sup>er</sup> août 1999, pour être, sous l'autorité du chef d'état-major des armées, le nouveau commissaire aux sports militaires, fonctions qu'il assume à Fontainebleau avec beaucoup d'autorité, de discernement et de conviction. Grand connaisseur du milieu sportif, il s'attache à promouvoir avec un égal succès tant les sportifs militaires que le sport au sein des armées. En cette période de grands changements au sein de l'institution militaire, il sait prendre en compte les nouvelles exigences d'une armée professionnelle et propose des solutions innovantes qu'il soutient avec détermination, tact et finesse. Son souci de l'avenir et de l'évolution du sport militaire dont il mesure mieux que tout autre les enjeux ainsi que son pragmatisme en font un collaborateur particulièrement écouté.

Titulaire d'une citation portant attribution de la croix de la Valeur militaire à l'ordre de la brigade, le général Diaz est officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite. Au moment où il achève 37 années consacrées au service de la France, je tiens à lui exprimer la reconnaissance des armées.

à Paris, le 30 septembre 2003

le général d'armée **BENTÉGEAT**  
chef d'état-major des armées



**Les deux acteurs de cette aventure et ma complice, tous trois AET :**

- **Claude Fournier, « touriste et explorateur » à Saint-Laurent.**
- **Jean-Claude Diaz lors de sa prise de commandement du GSMA, en présence du Député-maire Léon Bertrand, du Sous-préfet et du Général Comsup.**
- **Lina Lourel, Saint-Laurentine.**

